Violences en RDC, le Défap reste vigilant

Des affrontements entre l’opposition et les forces de l’ordre ont eu lieu en début de semaine au Congo Kinshasa, ex-Zaïre. La fin du mandat de Joseph Kabila Kabange, président depuis 2006 réélu en 2011, approche.

Rien ne semble être fait pour organiser les élections qui devraient se tenir en décembre cette année. Des « dialogues entre Congolais », convoqués par le chef de l'Etat, ont été

institués, invitant au débat national. Mais pour les forces d’opposition, le préambule de toute démarche consiste à annoncer, par respect pour le cadre constitutionnel, que l’actuel président de la République ne sera pas candidat aux prochaines élections.

Sur place, nos amis et partenaires témoignent d’une situation tendue, où le mécontentement de la population se joint à une peur grandissante. Ce pays au sous-sol richissime, dont la population ne profite guère, rencontre les mêmes difficultés qu’un grand nombre de pays africains pour qui la démocratie n’est encore qu’à l’état d’ojectif à atteindre.

Une marche, initialement acceptée par le pouvoir en place, composée d’opposants politiques et de membres de la société civile congolaise, a été réprimée dans le sang par les forces de police et la garde républicaine. L’association Human Rights Watch parle de plus de quarante morts à ce jour. Et la contestation ne se limite pas à la capitale, d’autres villes comme Kananga sont touchées par des actes d’une extrême violence. Selon nos informations, les affrontements auraient fait une centaine de morts dont un important chef coutumier.

Nous nous associons à la douleur de ceux et celles qui vivent cet épisode tragique de la vie de la République Démocratique du Congo. Nous prions afin que la parole et la vie puissent émerger de cette crise et donner aux Congolais et aux Congolaises, la force de résister aux violences qui leur sont faites.